

Interview d'Édith Cresson: les positions françaises à la fin des années 1980 et le rôle de François Mitterrand (Paris, 29 janvier 2008)

Source: Interview d'Édith Cresson / ÉDITH CRESSON, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 29.01.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:40, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_edith_cresson_les_positions_francaises_a_la_fin_des_annees_1980_et_le_role_de_francois_mitterrand_paris_29_janvier_2008-fr-1e48d215-80e1-4255-8449-33bf059985b8.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview d'Édith Cresson: les positions françaises à la fin des années 1980 et le rôle de François Mitterrand (Paris, 29 janvier 2008)

[Étienne Deschamps] J'aimerais bien que nous nous attardions quelque peu sur le fonctionnement décisionnel au niveau français dans les débats communautaires. Je pense en particulier à la répartition des rôles. Pourriez-vous nous rappeler et nous expliquer comment ça fonctionne très concrètement cette répartition des rôles à la fois entre le ministère des Affaires étrangères, le secrétariat aux Affaires européennes, Matignon, l'Élysée? Comment ces structures, enfin ces pouvoirs respectifs s'organisent-ils pour que la France, si possible, défende une seule position au Conseil?

[Édith Cresson] Ah non, elle défend toujours une seule position. Enfin, en tout cas les gouvernements défendent toujours une seule position.

[Étienne Deschamps] Mais comment se déroule tout ce travail préalable justement d'harmonisation?

[Édith Cresson] Il y a un groupe de travail qui s'appelle le S.G.C.I., le Secrétariat Général où il y a les représentants des ministères concernés et puis ensuite il y a un arbitrage et puis ça c'est la position de la France et après on n'en change pas. Donc, ça, il est bien organisé.

[Étienne Deschamps] Et qui fait l'arbitrage final? Les Affaires étrangères, le secrétaire d'État?

[Édith Cresson] Quand il y a des problèmes graves ça remonte au Premier Ministre voir à l'Élysée. Parce que l'Élysée naturellement a toujours un œil sur les Affaires européennes. L'Élysée et le Quai d'Orsay. Le ministère, parce que là c'est un secrétariat, moi quand j'étais ministre c'était un ministère plein des Affaires européennes, le ministère des Affaires européennes est un petit peu coincé entre l'Élysée et le Quai d'Orsay. Donc, on n'est pas toujours au courant de ce qui se passe et si vous voulez, moi, je me suis beaucoup concentrée sur les problèmes que j'avais à traiter. Schengen, la préparation de l'Acte unique, le problème de l'automobile japonaise, je me souviens d'un autre problème qui peut paraître mineur mais qui est très important, c'était l'exportation des œuvres d'art. Alors là, c'était un conflit terrible, c'est-à-dire que les Italiens et nous on était pour demander une autorisation pour exporter hors d'Europe les œuvres d'art d'un certain niveau, d'un certain prix. Par contre les Anglais ils étaient pour que ça circule et que ça parte aux États-Unis, ça n'avait aucune importance. Et donc, nous avons eu des débats extrêmement houleux et les Allemands avaient pris le parti des Anglais. Donc, nous avons eu des échanges extrêmement durs. J'étais partie vraiment très, très en colère en disant que nous nous avons des choses qui nous restaient encore à préserver. Et donc, ça a été très difficile.

[Étienne Deschamps] Et sur un sujet tel que celui-là il y a eu des débats importants, des tensions.

[Édith Cresson] Il y a eu des débats très importants. Oui. Et des tensions.

[Étienne Deschamps] À l'échelle française, à Paris même il y a eu des tensions entre...

[Édith Cresson] À Bruxelles surtout.

[Étienne Deschamps] ... et à Bruxelles, oui.

[Édith Cresson] Non, non. À Paris tout le monde était d'accord pour interdire l'exportation des œuvres d'art d'un certain prix. Mais voilà, c'est quelque chose de très difficile et on est arrivé quand même là à un accord. Mais à chaque fois c'est un combat acharné mais quand on le mène il arrive qu'on gagne. On a gagné plusieurs de ces combats qui étaient après tout l'intérêt, bien sûr de la France, mais l'intérêt général de l'Europe aussi.

[Étienne Deschamps] Quel est le, au moment où des arbitrages doivent être pris à Paris pour qu'une position puisse être défendue à Bruxelles, quel est la part, comment dirais-je, des relations personnelles qui peuvent faciliter ou ne pas faciliter une harmonisation?

[Édith Cresson] Vous voulez dire à l'intérieur du système français?

[Étienne Deschamps] Oui.

[Édith Cresson] Comme n'importe où. Les relations personnelles jouent toujours un rôle.

[Étienne Deschamps] En l'occurrence à l'époque quelqu'un comme Élisabeth Guigou, avec Roland Dumas, avec François Mitterrand. Est-ce que là il y a des alchimies personnelles qui peuvent faciliter ou...?

[Édith Cresson] Si vous voulez, l'époque où moi j'étais, moi, ministre des Affaires européennes était une époque cruciale parce que c'était le moment de la chute du mur de Berlin. Je veux dire c'était vraiment quelque chose de gigantesque. Et François Mitterrand a complètement pris les choses en main. C'est bien normal. C'était quand même l'avenir de la France et de l'Europe qui était en cause. Et François Mitterrand avait dans l'optique, il voulait la monnaie unique. Les Allemands, à cette époque-là ne voulaient pas la monnaie unique, ils voulaient garder le Mark et je me souviens que Mitterrand nous disait d'un ton comme ça, comme il avait un peu patelin, il disait: «Les Allemands tiennent au Mark, il ne faut pas leur en vouloir, ils n'ont que ça.» C'est terrible comme mot. Mais c'était assez vrai d'ailleurs, ils n'ont pas eu à voter, on a décidé l'Euro sans eux. Mais là, il y avait une contrepartie. C'était d'abord, ne pas s'opposer à l'unification évidemment, ce qu'on a fait. Ça aurait été illusoire de s'opposer et surtout c'était la frontière Oder-Neisse parce que les Allemands ne savent pas ce que c'est une frontière ni au sens physique, ni au sens psychologique. C'est un peuple qui va. Et donc, la frontière Oder-Neisse pour François Mitterrand était quelque chose d'absolument vital. Donc, on a négocié ça et on a eu l'Euro et puis il y avait un autre problème qui était celui de l'ex-Yougoslavie. Donc, voilà les Allemands avec la Slovénie et la Croatie voulaient que ces pays évidemment entrent. Donc, pour toutes ces raisons François Mitterrand qui tenait par dessus tout à l'Euro parce que un c'était le fait qu'on aurait plus de dévaluation, deuxièmement c'était sur le plan politique très important parce que c'était un élément fédérateur entre les pays de l'Union européenne et donc ça a été un peu un donnant, donnant. Ça veut dire que la grande stratégie, la grande politique de la France était quand même menée par l'Élysée. Moi je me suis occupée de problèmes que François Mitterrand jugeait subalternes comme les voitures ou les œuvres d'art. Qui ont quand même leur importance, bien sûr, mais enfin lui la grande politique, c'était lui qui l'avait en main. Et voilà donc, ça c'est passé, Roland Dumas au Quai d'Orsay suivait ça. Il avait des relations personnelles avec Genscher et bon tout ça s'est passé le moins mal possible, disons. Alors, après on a dit qu'on avait été trop vite, qu'on avait admis tous les pays de l'Europe de l'Est beaucoup trop vite avant que les institutions soient modifiées. Tout ça est parfaitement vrai mais on ne pouvait pas non plus dire, chers pays de l'Europe de l'Est vous êtes sûrement européens de part l'histoire et la culture mais on ne veut pas de vous pour le moment. C'était quand même difficile. Donc on les a admis sans avoir les structures. On ne les a toujours pas. Sans avoir non plus, ce qui est plus grave un consensus sur la politique économique et financière. À mon avis c'est encore plus important que les structures politiques qu'on peut toujours nommer monsieur ci, monsieur ça, un ministre des Affaires étrangères, entre parenthèses on se demande ce qu'il aurait fait au moment de la guerre avec l'Irak. Mais tout ça, j'ai l'impression qu'on veut nommer des gens à des postes mais que fondamentalement le vrai problème c'est: «On est là pour quoi faire ensemble?» Et ça, sur le plan économique de la préservation de l'emploi et du fait que l'Europe survive à cette mondialisation qui a un côté quand même terrifiant, ça je n'ai pas l'impression qu'on ait beaucoup avancé.